



Communiqué de Presse

4 Avril 2022

L'industrie automobile demande la reconfirmation de l'objectif 2035

Le plan « Fit for 55 » de la commission européenne prévoit une réduction des émissions de CO₂ de 55% pour les voitures et de 50% pour les camionnettes en 2030 et de 100% pour les deux en 2035.

Pour Guido Savi, FEBIAC Luxembourg, les constructeurs automobiles sont prêts pour assurer la transition énergétique. L'offre de véhicules électrifiés se décline dans tous les segments du marché.

Dans ce contexte, le développement de l'infrastructure de recharge accessible au public devient un facteur déterminant. Précisons que le Luxembourg se situe à la deuxième place dans l'union européenne, après les Pays-Bas, en terme de densité du réseau d'infrastructure de recharge accessible au public.

Guido Savi déclare que le nouveau règlement AFIR (Alternative Fuels Infrastructure Regulation) qui fixe des objectifs d'infrastructure de recharge publique pour chaque Etat membre en 2025, manque d'ambition :

- La commission européenne a fixé des objectifs de puissance de recharge cumulée de 1kW par BEV (véhicule 100% électrique) et de 0,66kW par PHEV (hybride rechargeable) en circulation, alors que pour les constructeurs automobiles ces objectifs devrait être respectivement de 3kW et 2kW.
- La commission parle de 3,5 millions de bornes accessibles au public en 2030, alors que les constructeurs estiment qu'il en faudra au moins 7 millions.

D'autre part, les constructeurs automobiles recommandent à la commission européenne de se concentrer sur l'innovation technologique plutôt que de focaliser sur une seule solution et demandent de **reconfirmer l'objectif 2035 (zéro émission pour les nouveaux véhicules immatriculés) en 2028**.

Cette échéance est encore lointaine et d'ici là, de nouvelles technologies vont apparaître sur le marché. De nombreux constructeurs automobiles planchent actuellement sur le développement des e-fuels (carburants synthétiques) qui permettront de réduire substantiellement le niveau des émissions de CO₂ et des particules.

Les experts s'accordent sur l'idée que promouvoir une solution unique est moins efficace au niveau de la réduction effective des émissions.